



Strasbourg, le 19 novembre 2019

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration n°386-2019 du 19 novembre 2019

Séance du : 19 novembre 2019
Sous la présidence de : Alain Fontanel - Président

Ont assisté à la séance : 14 membres
Absents excusés : 14 absents excusés dont 3 pouvoirs
Absent non excusé : /

Présents :

Azzedine BOUFRIOUA, Hélène BOYER, Yvan ETIENNE, Pierre Loup FICHET, Alain FONTANEL, Cora FRANÇOIS, Bernard GOY, Ilana ISEHAYEK, Amy LIN, Sophie KOHLER, Gilles OLTZ, Gérard STARCK, Benoît TOCK, Catherine TRAUTMANN.

Pouvoirs :

Jean-Luc BREDEL donne pouvoir à Cora FRANCOIS
Ada REICHHART donne pouvoir à Azzedine BOUFRIOUA
Michel SAMUEL-WEIS donne pouvoir à Alain FONTANEL

Absents excusés :

Jean-Luc BREDEL, Camille GANGLOFF, Fabienne KELLER, Pascal MANGIN, Sara MARGUIER, Nicolas MATT, Henri METZGER, Annick NEFF, Charlotte STAUB, Ada REICHHART, Michel SAMUEL-WEIS, Éric SCHULTZ, Darek SZUSTER, Jean VERNE.

1er point de l'ordre du jour : Débat d'orientations budgétaires 2020Délibéré

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré :

Le Conseil d'administration
Vu l'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L 1111-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
prend acte
de la tenue du débat d'orientations budgétaires 2020
de la Haute école des arts du Rhin.

Vote

Votants : 17
Pour : 17
Contre : -
Abstention : -

Adopté

Rendu exécutoire par transmission à la Préfecture le 28 novembre 2019
et affichage à la Haute école des arts du Rhin le 28 novembre 2019 à 17 heures.

Alain Fontanel
Président





Délibération du Conseil d'administration

N°386-2019 du 19 novembre 2019

Objet : Débat d'orientations budgétaires 2020

Le Débat d'orientations budgétaires (DOB) a pour but de renforcer la démocratie participative en instaurant une discussion au sein de l'assemblée délibérante sur les priorités et les évolutions de la situation financière de l'établissement.

Il améliore l'information transmise à l'assemblée et donne également aux membres du Conseil d'administration la possibilité de s'exprimer sur la situation financière de l'établissement. Il doit se concevoir comme un outil de communication financière associant l'ensemble des membres du CA.

Le débat de cette année intervient au moment où un nouveau contrat d'objectifs et de moyens vient d'être conclu avec les membres fondateurs pour la période 2019-2021.

Après une présentation du contexte général dans lequel s'inscrit la préparation du budget 2020 (première partie), le Débat d'orientations budgétaires permettra d'apporter un éclairage particulier sur les modalités financières de mise en œuvre des objectifs que le contrat fixe à l'établissement (deuxième partie).

Première partie : le contexte

Des « fondamentaux de gestion » solides dans un environnement incertain

Le budget 2020 de la Haute école des arts du Rhin se prépare dans un contexte marqué par différents facteurs externes d'instabilité qu'il convient de prendre en considération (A) mais qui ne devraient toutefois pas remettre en cause les grands équilibres financiers que l'établissement a su préserver depuis sa création (B).

I. Les facteurs externes d'incertitudes...

Les principaux ferments d'incertitude susceptibles d'affecter l'activité de l'établissement sont à la fois d'ordre politiques, financiers ou réglementaires.

A. Le renouvellement de l'assemblée

Née de la volonté commune de l'Etat, de la Ville de Mulhouse, de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg de construire en Alsace une grande école d'enseignement artistique, la Haute école des arts du Rhin sait son destin étroitement lié à la vigueur de « l'affectio societatis » qui fonde le pacte coopératif conclu entre les membres fondateurs.

REÇU EN PREFECTURE
le 28/11/2019

Application agréée E-legalite.com

99_DE-067-200028124-20191119-2019_386-DE

De ce point de vue, les échéances électorales qui jalonnent la vie démocratique locale constituent des rendez-vous réguliers qui permettent de mesurer l'intensité des engagements respectifs des collectivités partenaires.

Au printemps 2020, ce seront de nouvelles équipes municipales et intercommunales qui désigneront leurs représentants (13) appelés à siéger au sein du Conseil d'administration de la HEAR, lequel fera d'ailleurs également l'objet d'un renouvellement intégral des représentants des agents (6) et des personnalités qualifiées (4) en mai et des étudiants (2) en octobre.

B. La structuration d'une nouvelle politique régionale en matière d'enseignement supérieur

Si elle ne figure pas parmi les membres fondateurs de l'établissement, la Région constitue toutefois un partenaire important de la Haute école des arts du Rhin. Disposant d'un représentant au Conseil d'administration, elle soutient les actions liées à la professionnalisation, au développement territorial et au rayonnement international de l'établissement.

En constante progression depuis la création de la HEAR (de 60.000€ annuel à la création de l'établissement à près de 120.000 € actuellement) ce soutien financier « fléché » s'inscrit dans des conventions pluriannuelles rattachées au pacte régional « grandes écoles », dont la dernière version arrivera à échéance à la fin de cette année. Par ailleurs, au titre de son adhésion à Alsacotech et au réseau des Ecoles supérieures d'art du Grand Est, la HEAR bénéficie également du soutien que la collectivité régionale attribue à ces structures de coopération.

L'élargissement du périmètre géographique de la Région a conduit cette collectivité, en charge de l'innovation et du développement économique, à repenser la structuration de sa politique en la matière à l'échelle de l'ensemble du territoire.

Une importante concertation a ainsi été enclenchée depuis l'automne 2018 pour l'élaboration d'une nouvelle Stratégie régionale d'enseignement supérieur, recherche et d'innovation Grand Est dont les contours et les modalités ne sont pas encore définitivement arrêtés, mais qui pourrait aboutir à une remise en cause des modalités et du niveau de soutien dont bénéficie la HEAR actuellement et les structures auxquelles elle adhère.

C. Les aléas liés aux réformes nationales

1. Les turbulences induites par la réforme de la formation continue

A l'heure où le service de formation continue mis en place par la HEAR est parvenu à trouver son modèle pédagogique et son équilibre économique, une importante réforme est intervenue en avril 2019, plongeant les acteurs du secteur dans une période d'incertitude.

L'objectif légitime poursuivi par cette réforme de fluidifier l'accès à la formation grâce au compte personnel de formation (CPF) déstabilise les cadres mis en place dans les branches des arts visuels et du spectacle vivant :

- la loi contraint les organismes collecteurs (dont l'Afdas) à se restructurer, fusionner entre eux et devenir des « opérateurs de compétences » et les assujettit aux obligations de la commande publique (appel d'offres)

- la loi va soumettre les organismes de formation (dont la HEAR) :
 - à des obligations de certification et de contrôle qualitatifs impliquant une période d'adaptation et de formalisation de process relativement lourds
 - à répondre aux appels d'offres organisés par les OPCA

Pourrait s'ensuivre, pour le service Formation continue de la HEAR, une phase temporaire de réduction de l'activité et des recettes, le temps que le nouveau cadre se mette en place et que les bénéficiaires et acteurs s'emparent des potentialités qu'il recèle.

2. Parcoursup

Si des adaptations ont été consenties aux écoles d'art pour faciliter leur intégration dans le dispositif de recensement et de gestion des vœux d'orientation des futurs étudiants de l'enseignement supérieur, l'adhésion progressive à Parcoursup s'accompagnera nécessairement d'une recomposition du calendrier actuel des examens d'entrée pouvant entraîner une diminution du nombre de candidats. Ces derniers seront en effet contraints de réduire le nombre d'inscriptions aux examens d'entrée et d'être plus sélectifs dans le choix des écoles présentées.

3. La poursuite de la mise en œuvre du protocole PPCR

En contrepartie du gel du point d'indice, le gouvernement a conclu en 2015 avec les partenaires sociaux un protocole d'accord visant à revaloriser, dans un cadre pluriannuel (2015-2021), les grilles de rémunération des fonctionnaires. Une nouvelle étape de ce protocole concernant certains agents de catégorie C et A, entrera en vigueur le 1^{er} janvier prochain impactant de manière mécanique les dépenses de personnel de la structure (+24.000€) et s'ajoutant au glissement lié aux avancements de carrière (+32.000€).

II. ... sont contrebalancés par des « fondamentaux » solides

Sans sous-estimer l'importance de ces aléas qui pèseront nécessairement sur les finances de la HEAR, différents facteurs devraient permettre d'en amortir les effets et de continuer à considérer comme viable et réaliste la trajectoire financière que l'établissement s'est fixée à horizon 2021.

A. La fidélité des membres fondateurs et des partenaires financiers

1. Le renouvellement du contrat d'objectifs et de moyens

A la faveur du renouvellement du contrat d'objectifs et de moyens pour la période 2019-2021, les membres fondateurs ont réaffirmé leur attachement à l'établissement et le niveau d'ambition qu'ils lui assignent.

Cette confiance renouvelée s'est traduite par le renforcement des moyens financiers alloués pour mettre en œuvre les objectifs fixés :

- Une majoration de 25.000 € de la contribution de l'Etat et de 25.000€ la contribution de la Ville de Strasbourg pour accompagner le développement de l'Académie supérieure de musique (nouveaux DNSPM direction d'ensemble, accroissement des effectifs)
- Un retour progressif de la contribution mulhousienne à son niveau de 2015 (+50.000€ en 2020).

La formalisation de ces engagements dans un cadre contractuel pluriannuel permet d'appréhender le renouvellement des assemblées municipales avec davantage de sérénité.

2. Des recettes nouvelles

Confortant la bonne dynamique impulsée par le contrat d'objectifs et de moyens sur le plan financier, des perspectives de recettes complémentaires ont été récemment annoncées par l'Etat, le CNOUS et l'Union Européenne :

- La qualité du taux d'utilisation des crédits Erasmus alloués à l'établissement pour favoriser la mobilité internationale de ses étudiants et agents a conduit l'Union européenne à majorer de manière significative l'enveloppe de bourses allouées à l'établissement (+ 30.000€). Cette progression des crédits communautaires s'accompagnera également d'une amplification des bourses « mobilité internationales » délivrées par le Ministère de la Culture.
- Le reversement d'une part complémentaire de la Contribution de vie étudiante et de campus (CVEC) qui complète la dotation de base déjà perçue par l'établissement (+ 11.000€). Au final, 38 des 90€ versés lors de l'inscription reviennent à l'établissement pour améliorer les conditions de vie et d'études.
- La labellisation en « programme de recherche » de la démarche engagée depuis plusieurs années par des enseignants des trois sites de la HEAR autour des relations entre l'espace et les pratiques sonores. Cette reconnaissance, qui s'ajoute aux deux unités de recherche déjà soutenues par l'Etat, s'accompagne d'une aide financière annuelle supplémentaire de 10.000€ sur deux ans.

A ces bonnes nouvelles s'ajoute l'engagement de l'Etat de rétablir le remboursement des frais de déplacement et d'hébergement des jurys de diplômes (délivrés au nom de l'Etat) avancés depuis 2016 par la HEAR (15.000€/an).

B. L'attractivité et la notoriété de l'établissement sont garants de son niveau de ressources propres

1. Les droits d'inscription

Autant la taille de l'établissement que la rare diversité des parcours de formation proposés, l'excellence de certaines filières ou le dynamisme du réseau partenarial tissé avec les établissements étrangers confèrent une indéniable visibilité et une forte attractivité à l'établissement qui rendent peu probable une baisse des inscriptions aux examens d'entrée et une chute des effectifs.

Au contraire, l'ouverture de nouveaux cursus à l'Académie supérieure de musique, la reconnaissance croissante de l'enseignement du design/design textile sur le site de Mulhouse ou l'attractivité historique du site de Strasbourg permettent d'escompter raisonnablement un maintien du nombre d'étudiants motivés pour rejoindre l'établissement.

Droits d'inscription	ASMS (151 étudiants)	SAPS (435 étudiants)	SAPM (161 étudiants)
	61 000 €	290 700 €	110 000 €
Examens d'entrée	ASMS (233 candidats)	SAPS + SAPM (1916 candidats)	
	14 000 €	115 000 €	

2. Les partenariats

La notoriété de l'établissement conjuguée à la politique de fond enclenchée depuis près de 5 ans pour rapprocher la HEAR du tissu économique local a permis de tisser un réseau dynamique de partenaires permettant d'explorer de nouveaux champs d'intervention pédagogique, de promouvoir les compétences des jeunes diplômés mais également de drainer des soutiens financiers, des mécénats de produits et de compétences qui permettent de ne pas réaliser certaines dépenses.

ENTREPRISE	OBJET	DON FINANCIER	DON MATÉRIEL
CABINET WALTER	Travail sur un objet cadeau à remettre à leurs clients	3 000	
SCHMIDT GROUPE	1ère expérience autour de la Cuisine du futur l'Alternative au frigo.	4 000	
ESTIMPRIM	Partenariat pour la biennale Exemplaires.		2 110
LES CAFÉS SATI	Réalisation d'un appel à candidatures annuel, Les Talents Sati. Implication d'écoles d'art du Grand Est, de Suisse et d'Allemagne	10 000	
LANA PAPIERS SPÉCIAUX	Don papier		2 491
SAS 3B	Mécène du prix SAS3b-Scénographie en 2018 et 2019	5 000	
GARNIER-THIEBAUT	Aide sur un travail d'étudiant		500
PARCUS	Mécène d'une exposition annuelle organisée dans différents parkings de l'Eurométropole	9 000	
SENFA	don de matière pour Mulhouse et Strasbourg		3 805
SCHROLL	Partenaire du dispositif jeunes designers et mécène	8500	
LUMIDECO	Mécénat de compétence et de produits	En cours (30.000€/an)	

C. Les capacités de gestion et d'adaptation de l'établissement

1. La maîtrise des charges (projections)

L'attention permanente portée aux dépenses de personnel et les outils de pilotage et de gestion mis en place par l'établissement pour contrôler l'évolution de ses charges de fonctionnement permettent à la HEAR de disposer d'une indéniable maîtrise budgétaire. Dans le droit fil du bilan financier qui avait été présenté l'an passé à l'occasion de la renégociation du Contrat d'objectifs et de moyens, les projections présentées ci-dessous pour l'année 2019 devrait à nouveau illustrer la capacité de l'établissement à respecter le cadre de ses engagements de bonne gestion :

		COM 2015-2018				COM 2019-2021		
		2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Charges à caractère général	Prévu dans le COM	1 385 659,00 €	1 413 372,18 €	1 441 639,62 €	1 470 472,42 €	1 490 000 €	1 507 500 €	1 515 500 €
	Réalisé	1 309 800 €	1 545 907 €	1 497 236 €	1 500 000,00€	1 470 000€*		
Charges de personnel	Prévu dans le COM	8 052 886,00 €	8 075 000,00 €	8 095 000,00 €	8 110 000,00 €	8 050 000 €	8 100 000 €	8 150 000 €
	Réalisé	7 488 410 €	7 694 054 €	7 896 669 €	7 850 000,00€	7 950 000 €*		
Autres charges	Prévu dans le COM	131 480,00 €	135 000,00 €	135 000,00 €	135 000,00 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €
	Réalisé	96 556 €	123 004 €	129 523 €	150 000,00 €	117 000 €*		
Total dépenses réelles	Prévu dans le COM	9 570 025,00 €	9 623 372,18 €	9 671 639,62 €	9 715 472,42 €	9 640 000 €	9 707 500 €	9 765 500 €
	Réalisé	8 894 766,00 €	9 362 965,00 €	9 523 428,00 €	9 500 000,00€	9 537 000 €*		

* projections

2. Les capacités d'adaptation : l'agilité et la mutualisation

Au-delà de la rigueur de gestion, la HEAR sait faire preuve d'inventivité et d'adaptabilité pour maintenir la diversité de son offre de formation ainsi que le niveau des services proposés aux étudiants et jeunes diplômés.

C'est ainsi qu'elle a su, par exemple, mobiliser les potentialités offertes par son intégration dans le réseau des Ecoles d'arts du Grand Est pour :

- Structurer et animer une plateforme numérique de ressources accessibles à l'ensemble des artistes régionaux en situation de démarrage d'activité
- Mettre en valeur, au côté des écoles d'art de Nancy et de Reims, les savoir-faire de ses étudiants et diplômés lors du dernier salon du meuble de Milan (opération de 60.000€ financée par la Région à hauteur de 50.000 €, l'Institut Français à hauteur de 5.000€, le solde étant réparti entre les 3 écoles).

Dans le même esprit, elle s'est attachée à adapter le dispositif d'accompagnement des jeunes designers mis en place à Mulhouse avec le soutien de l'Etat, pour :

- L'adapter aux attentes et remarques des premiers bénéficiaires
- Mieux l'articuler avec les autres dispositifs d'accompagnement présents sur le territoire et singulièrement avec le dispositif fluxus piloté par la DRAC Grand Est ou l'éco-système mulhousien Km0
- L'adosser à une entreprise locale autour d'un projet R et D pour le solvabiliser sur le plan financier

Enfin, pour relancer les ateliers publics mulhousiens elle a su nouer un partenariat particulièrement efficace avec l'Université populaire du Rhin, lui permettant de tirer bénéfice de son fort ancrage territorial et de sa politique de communication.

Deuxième partie

La mise en œuvre financière des grands axes du contrat d'objectifs et de moyens pour 2020-2021

Les débats d'orientations budgétaires étaient traditionnellement centrés sur une analyse de l'évolution des différentes catégories de ressources et des différents chapitres budgétaires de dépenses pour permettre d'éclairer l'assemblée sur les conditions à respecter pour garantir les grands équilibres budgétaires.

Il est cette année proposé de renouveler l'exercice et de modifier l'approche en s'attachant à la destination des moyens mis à disposition de l'établissement (I) et à l'évolution des principes qui guident leur utilisation (II).

I. Des choix budgétaires au service d'un projet ambitieux et équilibré...

Conformément à la feuille de route que la HEAR s'est fixée avec les membres fondateurs, elle s'attachera pour 2020 à bâtir un « budget de missions » (A) respectueux des équilibres entre les sites et les disciplines (B).

A. L'affectation optimale des ressources au bénéfice des missions prioritaires de l'établissement

Les moyens renforcés alloués par les membres fondateurs au titre du contrat d'objectifs et de moyens seront massivement fléchés sur les objectifs assignés à l'établissement et les engagements souscrits par l'établissement.

1. Le maintien de la diversité des cursus en arts plastiques et le développement de l'offre de formation en musique

- Proposer l'une des offres de formations en arts plastique les plus diversifiées de France (art / art-objet / communication graphique / illustration / didactique visuelle / scénographie / design / design textile) implique l'engagement d'une centaine d'enseignants permanents (4.933.000€), de plus de 237 intervenants extérieurs ou de vacataires (300.000€)
- Disposer d'une offre de formation musicale de très haut niveau mobilise près de 70 enseignants permanents du Conservatoire pour les disciplines dominantes (411.000€) et plus de 168 intervenants ponctuels ou de chargés de cours vacataires (300.000€). A ces coûts directement supportés par la HEAR, s'ajoute l'intervention d'enseignants du conservatoire au titre des unités d'enseignements complémentaires, lesquels font l'objet d'une valorisation à hauteur de 667.000€.
- S'ajoutent à ces frais de personnel, les frais de jurys et de déplacement/hébergement des intervenants extérieurs (191.000€)

2. La structuration de la recherche

La labellisation d'un nouveau programme associant des enseignants des trois sites (Espaces sonores) vient compléter la démarche de structuration de la recherche jusqu'alors organisée autour de deux unités (Communication visuelle et Faire-Mondes) et portera les moyens consacrés à cette politique à près de 90.000€.

3. L'ouverture internationale de l'établissement

La vitalité des partenariats conclus avec plus de 120 établissements internationaux, la participation active de la HEAR aux différents réseaux internationaux d'enseignement artistique et musical (AEC, ELIA, Cumulus), l'organisation d'événements internationaux telle qu'« Africa 2020 »

ou encore l'encouragement à la mobilité des étudiants et des équipes avec l'apprentissage des langues qu'elle implique mobilisera 107.000 € de crédits.

4. Le niveau de services aux étudiants

L'enseignement des arts plastiques et de la musique repose sur une pédagogie de la pratique et du projet. Ce modèle singulier d'enseignement, particulièrement développé à la HEAR, explique le niveau de services très élevé dont bénéficient les étudiants au travers :

- D'un large accès aux ressources des ateliers (160.000 € de consommables)
- D'une offre étoffée de projets pédagogiques (près de 80 projets de ce type sont programmés pour un montant total de 90.000€).
- D'un accompagnement collectif (cycle d'interventions en arts plastiques et musique) ou individuel (aides à projets, aide à la notoriété, dispositif jeunes designers, permanence d'un conseiller ...) à l'acquisition de réflexes professionnels ou de postures adaptées à l'interprétation musicale (méthodes Alexander et Feldenkrais). A l'échelle de l'école, ce volet « professionnalisation » s'élève à un montant total de près de 90.000€.

5. Le développement territorial et la démocratisation culturelle

Grande école prioritairement centrée sur ses missions d'enseignement, la HEAR continuera également à prendre sa part des politiques de développement territorial.

En marge des partenariats réguliers qu'elle entretient avec les centres de diffusion culturelle, les entreprises (20.000€) ou les institutions du territoire, la HEAR :

- Alimentera l'offre culturelle locale avec sa programmation d'évènement musicaux (27.000€) et culturels (92.000€)
- Contribuera à la richesse de l'offre de loisirs locaux au travers de l'organisation d'ateliers de pratiques amateurs sur les deux sites (70.000€)
- Concourra aux politiques locales de démocratisation culturelle avec la poursuite de l'animation des classes à horaires aménagés en arts plastiques (25.000€) ou l'implication au sein du programme égalité des chances (5.000€)
- Accompagnera les collectivités dans leur politique de développement économique ou de reconversion des friches industrielles (12.000 € pour la location d'espaces au sein de Motoco et km0).

6. Les services supports et les frais de structure

La mise en œuvre d'un « budget de missions » implique, aussi réduit puisse-t-il être, un « budget de gestion » pour couvrir les charges de structure et le fonctionnement des services supports. A la HEAR, il représentera en 2020 un peu plus du quart du budget total et concernera :

- Le pilotage de l'établissement, l'accompagnement des équipes éducatives et des 750 étudiants, la maintenance et l'entretien des locaux. Ces missions reposent sur des équipes administratives et techniques structurées et désormais pleinement indépendantes des services des collectivités fondatrices (1.830.000€) et génèrent des frais administratifs annexes (assurances, ARE,...) pour un montant de 300.000€
- La mise en valeur des activités de l'établissement, la fluidification de la circulation de l'information au sein et entre chacun des sites (85.000€)
- La maintenance, l'entretien, la mise en sécurité ou le chauffage de locaux adaptés aux pratiques et à l'enseignement artistique s'élève à 480.000 € pour les sites d'arts plastiques. Pour l'Académie de musique, ces charges qui sont supportées par le Conservatoire sont valorisables à hauteur de 450.000€.
- Les dépenses liées aux systèmes d'informations numériques

7. Synthèse par grandes destinations de dépenses

Enseignement	6 135 000,00 €	63,20%
Recherche	90 000,00 €	0,93%
Relations internationales	107 000,00 €	1,10%
Services aux étudiants	340 000,00 €	3,50%
Développement Territorial	224 000,00 €	2,31%
Frais de structure	2 811 000,00 €	28,96%
Total	9 707 000,00 €	100,00%

B. L'équilibre territorial et disciplinaire

Pensée et construite sur un schéma « unitaire » garant de la cohérence et de l'efficacité de l'établissement, la HEAR n'en demeure pas moins très attentive à l'équilibre entre les sites et les disciplines enseignées.

De ce point de vue, le budget 2020 veillera à garantir l'harmonieuse affectation des moyens entre les 3 sites qui composent la HEAR et les deux champs disciplinaires d'enseignement couverts.

		SAPS	SAPM	ASM	transversal	Total
Services généraux	Administration Générale				130 000,00	130 000,00
	Bâtiments	338 000,00	144 000,00			482 000,00
	Communication			17 000,00	92 000,00	109 000,00
	Assurances		4 000,00		138 000,00	142 000,00
	Informatique				116 100,00	116 100,00
	Sous total	338 000,00	148 000,00	17 000,00	476 100,00	979 100,00
Développement territorial	Expositions	54 000,00	39 000,00			93 000,00
	Partenariats				19 000,00	19 000,00
	Ateliers publics	5 500,00	500,00			6 000,00
	Sous total	59 500,00	39 500,00			118 000,00
Enseignement Recherche	Commandes enseignants	130 000,00	34 000,00			164 000,00
	Bibliothèques	16 000,00	6 700,00			22 700,00
	RI				107 000,00	107 000,00
	Scolarité	89 000,00	49 000,00	61 000,00		199 000,00
	Recherche	71 000,00				71 000,00
	Sous total	306 000,00	89 700,00	61 000,00	107 000,00	563 700,00
Total Général 011+65+67		651 404,00	276 116,00	71 240,00	523 600,00	1 522 360,00
RH	RH personnel HEAR	3 384 710,00	1 544 670,00	446 070,00	476 750,00	5 852 200,00
	RH personnel MAD	1 300 000,00	483 000,00	411 000,00		2 194 000,00
Total 012		4 684 728,00	2 027 670,00	857 070,00	476 500,00	8 046 200,00
Total par site		5 336 132,00	2 303 786,00	928 310,00	1 000 100,00	9 707 000,00
	Valorisation CRR enseignement UE complémentaires			667 000,00		
	Valorisation des frais de structure CRR			450 000,00		
	TOTAL ASM			2 045 310,00		
Nombre d'étudiants		435	161	151		
Budget/étudiant		12 264,67 €	14 309,23 €	13 456,00 €		

REÇU EN PREFECTURE

le 28/11/2019

Application agréée E-legalite.com

99_DE-067-200028124-20191119-2019_386-DE

II. ... Dans un cadre responsable et soutenable

En marge de l'attention avec laquelle la HEAR s'attache à respecter le cadre budgétaire fixé dans le contrat d'objectifs et de moyens (B), des développements particuliers méritent cette année d'être consacrés aux modalités d'utilisation des crédits et au renouvellement des formats d'enseignement et de construction des projets pédagogiques (A).

A. La soutenabilité du modèle pédagogique au cœur des choix budgétaires

Les questions politiques et sociétales ont toujours irrigué la création artistique et par voie de conséquence ont toujours trouvé un large écho au sein des enseignements dispensés en école d'art.

Mais l'ampleur des questionnements actuels, qu'il s'agisse de la nécessaire transition écologique ou de la lutte contre les discriminations, conduisent, de par leur complexité et les enjeux cruciaux qu'ils portent, à l'émergence de nouvelles approches qui interrogent, sinon renouvellent, le modèle de l'école.

1. Enjeux transversaux et co-construction

C'est ainsi qu'après une année 2018-2019 consacrée à la co-construction d'un manifeste contre les discriminations à l'échelle des trois sites et mobilisant l'ensemble des acteurs de l'établissement, la question de l'organisation de la transition :

- Structure et insuffle, en interne, une nouvelle dynamique fédératrice au travers de workshops transversaux consacrés au règlement de problématiques spécifiques (sortie du plastique, généralisation du réemploi, optimisation de la valorisation des déchets résiduels) ou à la préparation d'une planification globale des adaptations ou mutations à enclencher à l'échelle de l'école.
- Amplifie, en externe, la logique de partenariat, de collaboration et de mutualisation, pourtant déjà très développée, avec des partenaires de natures très diverses au travers :
 - o d'une contribution active à la commission développement durable et responsabilité sociétale du site alsacien de l'enseignement supérieur
 - o de partenariats pédagogiques avec d'autres écoles d'art françaises et étrangères autour de la médiation des conséquences du réchauffement climatique (Lyon, Bordeaux, Montréal)
 - o d'une implication d'enseignants, d'étudiants et d'agents administratifs dans la commission transition de l'ANdEA
 - o d'une collaboration avec des entreprises locales spécialisées dans la gestion des déchets (dispositif jeunes designer), EDF sur la question du démantèlement de la centrale de Fessenheim, les parcs naturels régionaux autour de la question du pétrole et de l'énergie.
 - o d'un partenariat national avec l'Agence Française de Biodiversité pour la réalisation d'une exposition itinérante

2. Des cadres élargis pour le développement de l'offre de formation et de la recherche

Cette ouverture de l'école vers l'extérieur, qui traduit une réelle conviction dans la plus-value qu'apportent le croisement des compétences et un réel souci de l'utilisation optimale des moyens financiers, ne concerne pas que des projets ponctuels liés à l'environnement mais s'incarnera également, en 2020, dans un champ pédagogique plus large avec

- Une nouvelle étape dans la co-construction de l'offre d'enseignement supérieur musical avec la création d'un doctorat pratique d'interprétation musicale en partenariat avec l'Université de Strasbourg et la HFM de Freiburg
- La structuration d'une unité de recherche en design à l'échelle des écoles supérieures d'art du Grand Est

3. Une nouvelle forme de démocratie budgétaire à l'essai

Enfin, l'année 2020 devrait connaître la mise en œuvre du premier budget participatif de l'établissement. Il constituera l'une des modalités d'utilisation de la dotation de péréquation dont bénéficie l'établissement au titre du reversement de la contribution à la vie étudiante et de campus (CVEC). Innovant par les modalités d'initiative des projets, ce dispositif l'est également par les modalités de sélection des projets retenus (vote électronique). Cette expérimentation pourrait constituer l'un des outils d'une plus large association des acteurs de l'établissement aux enjeux de la gestion budgétaire.

B. La responsabilité financière comme éthique de gestion

La HEAR considère sa capacité à respecter ses engagements financiers contractés dans le Contrat d'objectifs et de moyens comme un élément essentiel de sa crédibilité.

C'est dans cet état d'esprit que se construit le budget 2020 qui sera présenté en décembre prochain. Il s'inscrira dans le respect des projections annexées au contrat tout en l'adaptant à l'évolution récente des ressources et des charges dont la présente note a pu faire état.

1. Les orientations en fonctionnement

Fonctionnement courant		OB 2020	2021
	Charges à caractère général	1 507 500,00 €	1 515 500,00 €
	Charges de personnel	8 100 000,00 €	8 150 000,00 €
	Autres charges	100 000,00 €	100 000,00 €
	Total dépenses réelles	9 707 500,00 €	9 765 500,00 €
	Ville de Strasbourg	5 600 000,00 €	5 600 000,00 €
	Ville de Mulhouse	1 917 500,00 €	1 917 500,00 €
	DRAC (AP)	733 000,00 €	733 000,00 €
	DRAC (frais de jurys hors COM)	15 000,00 €	15 000,00 €
	DRAC recherche (hors COM)	50 000,00 €	50 000,00 €
	DRAC (musique)	414 900,00 €	414 900,00 €
	Région (à confirmer)	120 000,00 €	130 000,00 €
	Recettes propres de la HEAR	727 100,00 €	760 100,00 €
	Autres (Erasmus, Idex, Institut Français, Regroupement...)	130 000,00 €	145 000,00 €
	Total recettes réelles	9 707 500,00 €	9 765 500,00 €
Mobilisation de l'excédent	Programme exceptionnel d'actions pédagogiques et de projets de recherche	48 499,00 €	0,00 €

REÇU EN PREFECTURE

le 28/11/2019

Application agréée E-legalite.com

99_DE-067-200028124-20191119-2019_386-DE

2. Les orientations en investissement

Investissements courants		OB 2020	2021
	Immobilisations incorporelles	20 000,00 €	20 000,00 €
	Immobilisations corporelles	230 000,00 €	230 000,00 €
	Total dépenses réelles	250 000,00 €	250 000,00 €
	Ville de Strasbourg	190 500,00 €	190 500,00 €
	Ville de Mulhouse	59 500,00 €	59 500,00 €
	Total recettes réelles	250 000,00 €	250 000,00 €
mobilisation de l'excédent	Manufacture (1ere tranche)	0,00 €	383 500,00 €
	Total dépenses réelles	0,00 €	383 500,00 €
	Reprise sur Excédent	0	383 500,00 €
	Total recettes réelles	0,00 €	383 500,00 €

REÇU EN PREFECTURE

le 28/11/2019

Application agréée E-legalité.com

99_DE-067-200028124-20191119-2019_386-DE